

Burundi

1) Quels sont les travaux, rapports ou autres contributions réalisés :

Des travaux ont été mis à contribution pour faire un état des lieux sur les aspects touchant l'environnement, le développement de l'agriculture et particulièrement de la filière café, l'amélioration du climat des affaires, le partenariat public-privé, le développement du secteur privé et du secteur financier.

Sans être exhaustif, ces travaux et rapports sont repris dans les lignes qui suivent :

- Cabinet du Président, Programme du gouvernement du Burundi 2005-2010
- Cochet H (2001), crises et révolutions agricoles au Burundi, INAPG et Karthala, Paris
- EIU (Economic Intelligence Unit) (2008), Burundi : Country Profile, 2008, Londres
- FMI (2006), Rapport sur les économies nationales n°06/311 : Burundi, consultation de 2006 au titre de l'article IV.
- FMI (2007), Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté- CSLP, Bujumbura et Washington
- FMI (2008a), Burundi, consultations de 2008 au titre de l'article IV.
- FMI (2008b), Burundi : selected issues, Washington
- FMI (2009), Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté: rapport de la première année de mise en œuvre, Bujumbura et Washington.
- Geourjon A-M et Laporte B. (2008), Impact budgétaire de l'entrée du Burundi dans l'Union Douanière de la Communauté Est africaine, PAGE, Bujumbura
- International Alert (2007), Réformes de la filière café au Burundi : Perspectives d'avenir pour la participation, la prospérité et la paix, Londres
- Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale (2008) : Etude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi.
- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (2005), Plan de relance et de développement du secteur agricole (2006-2010), décembre, Bujumbura
- OMC (2003) : Examen des politiques commerciales : Burundi, Genève
- PNUD et Vice-Ministère chargé de la Planification (2008), Etude nationale prospective : Burundi 2025, Bujumbura.
- RCN (2004) : Etude sur les pratiques foncières au Burundi, Essai d'harmonisation, Programme Justice et Démocratie.
- Sirabahenda A. (1991), L'appui de l'Etat à la production et les conditions de progrès de l'agriculture vivrière au Burundi, Université du Burundi, FSEA.
- USAID (2006a), Burundi: Expanding External Trade and Investment
- USAID (2006b), Vers un secteur privé inclusif au Burundi: Opportunités et contraintes
- USAID (2008), Burundi Policy Reform, 2008 Annual Report
- Vice-Ministère chargé de la Planification (2008), Economie Burundaise 2007, Bujumbura.
- Groupement Marlagne Capital Advisors, AGRER, Eureka Consulting (2008), Désengagement de l'Etat du Burundi dans la filière café, PAGE, Bujumbura.
- Zacharie A. et Rigot V.(2007), La privatisation de la filière café au Burundi, centre national de coopération au développement, CNCD, Bruxelles.

2) Quelles sont les thématiques sur lesquelles vos CES travaillent actuellement ?

- FMI (2007), Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté- CSLP, Bujumbura et Washington
- FMI (2009), Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté: rapport de la première année de mise en œuvre, Bujumbura et Washington.
- Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale (2008) : Etude diagnostique sur la gouvernance et la corruption au Burundi.
- PNUD et Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction (MPDR) (2005), Rapport National sur le développement humain 2005, Bujumbura.
- PNUD et Vice-Ministère chargé de la Planification (2008), Etude nationale prospective : Burundi 2025, Bujumbura.
- Groupement Marlagne Capital Advisors, AGRER, Eureka Consulting (2008), Désengagement de l'Etat du Burundi dans la filière café, PAGE, Bujumbura.

3) Quelles sont les thématiques sur lesquelles vos CES vont travailler dans le futur?

- Evaluation à mi-parcours du cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté.
- Politique d'intégration du genre face à la culture burundaise
- Impact environnemental de l'évacuation des eaux usées et des déchets dans le lac Tanganyika.
- Analyse de la politique nationale de logement
- Stratégie de développement du secteur privé au Burundi
- Développement de la micro finance et la problématique de l'accès aux services financiers dans le monde rural au Burundi.
- Analyse du plan sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation
- Analyse du nouveau Code Minier,
- Etat d'avancement de l'adhésion du Burundi à l'Union monétaire de l'East African Community,
- Analyse de la politique nationale de lutte contre le VIH/Sida au Burundi.
- Analyse du nouveau Code du Commerce,
- Analyse de la politique nationale de lutte contre le diabète

6) Quel est l'intérêt de la société civile pour ces différentes thématiques ?

La société civile au Burundi est très active et participe aux côtés d'autres acteurs étatiques dans la construction et le développement du pays.

Dans un pays comme le nôtre où depuis cinq ans, la scolarité et les soins de santé sont gratuits aux enfants de moins de cinq ans et pour les accouchements, la société civile s'est penchée sur des questions relatives à la qualité des soins et la qualité de l'enseignement consécutives à ces mesures louables du gouvernement mais qui peuvent s'accompagner d'effets indésirables.

7) Quels sont les principaux défis et principales applications pratiques que vous en attendez ?

Les principaux défis concernent, au-delà des études qui sont faites pour mesurer les évolutions, l'amélioration du bien-être des populations. Cette dernière constitue le fondement même du développement et doit passer par l'accès aux soins de santé, à l'éducation pour tous, l'accès à l'eau potable, l'alimentation, le travail, la lutte contre les maladies comme le VIH/SIDA, la malaria, etc... Les défis sont de s'attaquer au cœur du problème du sous-développement et de la pauvreté et non à la façon de mesurer le progrès, le bien-être et le développement.

8) Quelles sont les dimensions que vous jugez spécialement importantes ?

Les dimensions importantes touchent les secteurs clés de la santé, l'éducation, l'agriculture, le chômage, l'environnement, la production, le secteur primaire, secondaire et tertiaire avec un accent particulier au développement industriel.

11) Avez-vous des suggestions, propositions, bonnes pratiques à présenter pour assurer une consultation, une participation de la société civile dans l'avancée de ces travaux ?

La mesure du progrès, du développement et du bien-être requiert des ressources humaines mais également financières. Pour ce qui est des ressources humaines, la société civile a un grand rôle à jouer pour apporter sa contribution dans ces études. Quant aux ressources financières, elles proviennent généralement des structures étatiques ou des organisations internationales.

Indicateurs

Taux de croissance du PIB
Part de l'agriculture dans le PIB
Part de la filière café dans le PIB
Part du secteur privé dans le PIB
Part du secteur financier dans le PIB
Part du commerce extérieur dans le PIB
Part du secteur secondaire dans le PIB
Climat des affaires
Indice d'égalité de la répartition pour le revenu

Indice de Développement Humain
Indice Sexo-spécifique de Développement Humain
Indice de Pauvreté Humaine
Indice de Pauvreté de la WBI

Nombre d'emplois par secteur
Taux de chômage

Taux de scolarisation
Taux d'encadrement scolaire
Taux de redoublement scolaire

Taux d'alphabétisation
Niveau d'accès à l'eau potable
Traitement des rejets des eaux usées
Gestion des déchets

Gouvernance politique
Indice de corruption
Indice de participation des femmes

Indicateur de situation sanitaire (indicateurs relatifs aux infrastructures, au personnel et aux ressources financières)
Consommation nutritionnelle
Evolution du nombre de cas de VIH/Sida
Evolution du nombre de cas de malaria
Indice d'égalité de la répartition pour l'espérance de vie